Chapitre 4.6: « En finir avec la malbouffe »



La Tendance CLAIRE a décidé d' "appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon tout en menant bataille contre les impasses réformistes de son programme" (*https://tendanceclaire.org/article.php?id=1705*). *C'est pourquoi nous proposons une analyse critique du programme de l'Union populaire.*

Billets précédents :

Chapitre 1.1*, *Chapitre 1.2*, *Chapitre 1.3*, *Chapitre 1.4*, *Chapitre 1.5*, *Chapitre 1.6

Chapitres 2.1 et 2.2*, *Chapitre 2.3*, *Chapitre 2.4*, *Chapitre 2.5*, *Chapitre 2.6

Chapitre 3.1*, *Chapitre 3.2*, *Chapitre 3.3*, *Chapitre 3.4

Chapitre 4.1*, *Chapitre 4.2*, *Chapitre 4.3*, *Chapitre 4.4*, *Chapitre 4.5

4. 6) « En finir avec la malbouffe »... mais cela requiert en réalité une révolution du système de production et de distribution alimentaires !

Le programme AEC établit de nouveau un bon diagnostic, dont résulte un objectif que nous partageons : « *Nous sommes confrontés à une épidémie de maladies chroniques (diabète, obésité) et de cancers. L'agro-industrie et ses produits vendus à grand renfort d'additifs et de publicité en sont une cause majeure. Les plus pauvres en sont les premières victimes. En finir avec la malbouffe est un enjeu de santé publique. Nous avons les moyens de produire autrement pour nous nourrir tous et mieux.* » La « mesure clé » peut faire sourire (« *créer un ministère de la Production alimentaire* »), mais il est juste de vouloir « *interdire d'urgence les additifs les plus controversés, limiter la liste des additifs autorisés à ceux admis dans l'agriculture biologique* », et de « *fixer des taux maximaux de sel, de sucre et d'acide gras saturés dans les aliments transformés et garantir l'application de la loi, y compris dans les Outre-mer* » – mais là encore le programme AEC ne semble pas voir que cela susciterait le refus des capitalistes de l'agro-business (et donc la nécessité d'y répondre par leur expropriation) et la nécessité d'interdire une grande partie des importations actuelles...

De même, la proposition de « *porter l'alimentation dans la restauration collective à 100% biologique et locale, réduire la part des protéines carnées au profit des protéines*

végétales et y imposer une option végétarienne quotidienne » suppose un affrontement important avec les capitalistes, car ce sont eux qui assurent la plupart des restaurants d'entreprise et qui fournissent les centrales d'achat dont dépendent aujourd'hui les établissements publics via les mairies, les départements ou les régions (avec pas mal d'opacité et peut-être bien de la corruption à tous les niveaux).

Nous sommes d'accord bien sûr avec les mesures plus faciles comme « *rendre le nutri-score (étiquetage nutritionnel) obligatoire pour en finir avec la désinformation de la grande distribution* », « *interdire la publicité alimentaire sur tous les supports (radiophonique, audiovisuel et électronique) à destination des enfants et adolescents* », « *créer une heure hebdomadaire d'éducation à la nutrition de la maternelle au collège* ».

Enfin, le programme AEC promet de « *garantir en permanence l'accès à cinq fruits et légumes de saison à prix bloqués* » et même d'« *expérimenter une garantie universelle d'accès à des aliments choisis comme premier jalon d'une "sécurité sociale de l'alimentation*" ». L'articulation entre les deux mesures, juxtaposées comme elles le sont toutes, n'est pas claire, mais il semble que la seconde se distingue de la première par sa rupture avec le marché, quoique à titre « expérimental »… Dans le premier cas, en effet, on aurait droit à cinq fruits et légumes à un prix fixé par l'État : le programme AEC ne dit pas si ce serait une mesure universelle ou si elle serait réservée aux plus pauvres. On imagine qu'on aurait un QR code pour acheter ces fruits et légumes à un prix fixé par l'État, inférieur à ceux pratiqués habituellement ; mais il n'est pas dit si ce serait seulement en grande surface ou aussi dans l'épicerie du coin (ce qui ne serait pas juste pour certains consommateurs et consommatrices dans le premier cas, et pour les petites épiciers dans le second !), ni si une partie de ces articles seraient accessibles dans le cadre de la restauration collective… De plus, on peut craindre que les grandes surfaces parquent dans un coin les fruits et légumes éligibles, avec une qualité moindre et la rupture de stock bien avant la fermeture – sans parler de l'humiliation pour ceux et celles qui farfouilleraient dans ces bacs à part… En tout cas, vu que le prix des fruits et légumes est déjà très bas actuellement, en raison de la concurrence internationale, cela ne constituerait pas une très grande avancée sociale, même si toute mesure de blocage étatique des prix est toujours bonne à prendre.

La seconde mesure est bien plus intéressante, car elle semble signifier un accès gratuit à un certain nombre d'aliments – ou à un droit à remboursement par la Sécurité sociale ? L'adjectif « choisis » est ambigu, car on ne sait pas si ce serait choisi par l'institution en charge de ce droit ou par les consommateurs. Quoi qu'il en soit, il serait juste que chacun-e à terme, et les plus pauvres dans un premier temps, bénéficie effectivement d'une « sécurité sociale alimentaire » en accédant gratuitement aux aliments de base. Mais cette mesure et *a fortiori* son extension au-delà d'une expérimentation exigeraient en réalité une large rupture avec le système actuel de la production et de la grande distribution, s'il s'agit de nourrir gratuitement, et avec des aliments de bonne qualité, des millions de gens. Or, là encore, le programme AEC n'en dit rien, se contentant d'égrener ses mesures éparses sans montrer les problèmes et les

mesures concrètes qu'elles impliquent…

Pour notre part, nous sommes favorables à la fermeture et à l'interdiction des chaînes capitalistes de restaurants qui reposent sur la malbouffe et ne respectent pas des normes de santé et d'écologie. Et nous sommes pour de grandes cantines publiques matin, midi et soir, sept jour sur sept, dans tous les quartiers, qui soient gratuites pour les plus pauvres, bon marché pour les autres (avec un prix du repas indexé aux revenus) et qui se fournissent auprès d'une fédération nationale de centrales d'achat publiques, garantissant la qualité des produits, leur production la plus locale possible et utilisant des moyens de transport publics les plus écologiques possibles. Ce système devrait être financé non seulement par le paiement des repas (de la part des personnes qui en ont les moyens), mais surtout par une cotisation réglée par les entreprises et les unités de production socialisées, car elles doivent contribuer à la « reproduction » alimentaire quotidienne des travailleur/se-s qui les font fonctionner. Ce serait enfin un moyen de diminuer les tâches domestiques et donc tout particulièrement de libérer du temps aux femmes qui les assurent encore aujourd'hui de façon très majoritaire.

Luc Raisse, le 6 mars 2022